



HAL
open science

Matérialité et spatialité d'une mémoire meurtrie. La reconnaissance mémorielle des maladies professionnelles des anciens verriers de Givors

Thomas Zanetti

► **To cite this version:**

Thomas Zanetti. Matérialité et spatialité d'une mémoire meurtrie. La reconnaissance mémorielle des maladies professionnelles des anciens verriers de Givors. Géographie et cultures, 2018, 10.4000/gc.6381 . hal-01988663

HAL Id: hal-01988663

<https://hal.science/hal-01988663>

Submitted on 12 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MATÉRIALITÉ ET SPATIALITÉ D'UNE MÉMOIRE MEURTRIE
LA RECONNAISSANCE MÉMORIELLE DES MALADIES
PROFESSIONNELLES DES ANCIENS VERRIERS DE GIVORS

*Materiality and spatiality of a bruised memory: the memorial recognition
of the occupational diseases of the former glassmakers of Givors*

Thomas ZANETTI

Université de Lyon 3 – Jean Moulin
UMR 5600 Environnement, ville et société
tomazanetti@hotmail.com

Résumé : Généralement associées aux puissants, les politiques mémorielles et patrimoniales constituent un angle d'analyse des rapports de force entre classes sociales. Les catégories populaires disposent d'une capacité d'appropriation de leurs espaces beaucoup plus limitée. C'est le cas pour la classe ouvrière, dont la majorité des lieux de vie et de travail a disparu, et dont la mémoire fait encore rarement patrimoine. Face à cette difficulté d'ancrer leurs mémoires dans l'espace et la matérialité des lieux, les « dominés » peuvent s'engager dans des pratiques mémorielles et patrimoniales alternatives. C'est le cas des anciens verriers de Givors, qui ont engagé une lutte pour la reconnaissance de leurs maladies professionnelles, lutte qui s'appuie notamment sur la matérialité et la spatialité de leur mémoire collective, à travers la mobilisation d'un héritage industriel.

Mots-clés : patrimoine, verrerie, industrie, santé, conflit, spatialité, matérialité, classe ouvrière, rapports de domination, Givors

Abstract: *Frequently associated with the rich, memorial and heritage policies are a way to analyze relations between social classes. The lower classes have a much more limited capacity for appropriating their spaces. This is the case for the working class, whose majority of places of life and work has disappeared, and whose memory rarely make heritage. Faced with this difficulty of anchoring their memories in space and materiality of the places, the dominated ones can engage in alternative memory and heritage practices. This is the case of the former glassmakers of Givors, who have started a fight for the recognition of their occupational diseases, a fight that use the materiality and spatiality of their collective memory, through the mobilization of an industrial heritage.*

Keywords: *memory, heritage, glassware, industry, health, conflict, spatiality, materiality, working classe, Givors (France)*

INTRODUCTION

Les mémoires officielles, définies et encadrées par l'État pour élaborer une identité collective nationale, ont notamment été construites en ayant recours à une spatialité et à une matérialité incarnées par les monuments historiques, catégorie associée aux puissants (Béghain, 1998). La patrimonialisation a ainsi contribué à légitimer la position de domination des groupes sociaux les plus favorisés, qui contrôlent plus que les autres l'écriture de l'histoire. Par les usages politiques du passé, mémoire et patrimoine sont bien des instruments de pouvoir sur et dans l'espace. La « machinerie patrimoniale » (Judy, 2001), par la valeur qu'elle accorde au passé et à ses traces, puis par le tri et la sélection qu'elle opère, a consacré une hiérarchie mémorielle qui occulte largement les populations dominées et scelle une inégalité fondamentale d'accès au « conservatoire de l'espace » (Verret, 1995). Une approche géographique des mémoires (Lazzarotti, 2012) peut alors concourir à la compréhension des rapports de domination entre les groupes sociaux.

Pour se construire, se perpétuer dans le temps et se transmettre durablement, la mémoire collective requiert en effet une inscription dans l'espace et l'existence de supports matériels (Veschambre, 2008), car les mémoires s'expriment dans la matérialité des lieux en même temps qu'elles contribuent à leur donner du sens. Si la mémoire collective des groupes sociaux dominés se manifeste de manière privilégiée dans le geste et la parole, et ne passe que très rarement par un ancrage matériel dans l'espace, c'est parce que les catégories défavorisées sont celles qui contrôlent le moins le devenir de leurs conditions spatiales d'existence. Pour la classe ouvrière, la destruction de nombreux sites de production et d'habitats populaires l'a dépossédée de ses lieux d'identification et l'a privé de la possibilité d'ancrer spatialement sa mémoire. Elle forme une classe mémorialement défavorisée (Verret, 1984), et sa crise de visibilité (Beaud & Pialoux, 1999) renvoie à la visibilité inégale des mémoires dans l'espace. En l'absence de monument, la permanence de la mémoire ouvrière ne repose plus que sur l'existence fragile de l'oralité (Choay, 2009).

L'effacement des traces du monde ouvrier a ensuite servi une volonté d'oubli des antagonismes sociaux de l'industrie, et signale la nature encore douloureuse de ses héritages matériels, témoignages de conflits de classe. Et quand l'héritage industriel est élevé au rang de patrimoine, c'est le plus souvent pour célébrer une mémoire du progrès technique triomphant, au détriment des conditions d'exploitation des ouvriers, avec pour conséquences de réduire les rapports sociaux à des symboles et d'altérer la lecture des hiérarchies sociales et des positions de domination. La mémoire des classes sociales dominées fait donc encore difficilement patrimoine.

Mais la dimension spatiale des mémoires et la dimension mémorielle de l'espace peuvent également constituer des dispositifs de dénonciation, de

lutte et de résistance face aux inégalités sociales et pour l'appropriation de l'espace. La reconnaissance des populations en marge des récits historiques hégémoniques passerait alors par des pratiques patrimoniales et mémorielles alternatives, à l'écart des circuits institutionnels.

Marquée par le traumatisme de la désindustrialisation, la ville de Givors (département du Rhône) ne conserve aujourd'hui que très peu d'éléments bâtis de son passé productif. Le déclin économique et social s'est accompagné d'un effacement de l'héritage industriel. Il se réactualise depuis plusieurs années dans une crise sanitaire, à travers le combat des anciens salariés de la verrerie locale pour la reconnaissance de l'origine professionnelle de leurs maladies. Au-delà des procédures juridiques, des parcours de soins et des démarches scientifiques, ce groupe social dominé a engagé des actions de reconnaissance mémorielle en investissant la dernière trace matérielle qui subsiste sur leur ancien lieu de travail : la cheminée de la verrerie. Comment une mémoire collective blessée s'inscrit dans la matérialité des lieux ? Et de quelle manière une lutte sociale et sanitaire peut s'appuyer sur la spatialité de cette mémoire collective ?

Nous présenterons les principaux déterminants de la mémoire collective des verriers de Givors avant de montrer qu'en l'absence de valorisations institutionnelles de l'héritage industriel, celui-ci a pu former le support spatial et matériel d'une lutte sociale et sanitaire. La méthodologie employée croise le dépouillement d'archives municipales et départementales, de la presse régionale et nationale, la conduite d'entretiens semi-directifs auprès des anciens verriers et de divers acteurs locaux, ainsi que des observations réalisées à la permanence hebdomadaire de l'association des anciens verriers de Givors.

LA MÉMOIRE COLLECTIVE DES VERRIERS

Un territoire structuré par l'industrie et l'activité verrière

Givors est une ville qui s'est développée dès le milieu du XVIII^e siècle suite à l'implantation et à la croissance de l'activité industrielle. Celle-ci va s'approprier l'espace et le structurer pour le conformer aux exigences de la production. Parmi les patrons locaux, les verriers seront les premiers à organiser l'espace givordin à des fins industrielles. L'origine de l'activité verrière à Givors remonte à 1749. Au départ située dans le centre de la ville, dispersée entre plusieurs établissements et caractérisée par des savoir-faire artisanaux, cette activité adopte progressivement une forme capitaliste et se déplace en bordure du Gier à partir des années 1860. En 1907, Eugène Souchon prend la tête de la verrerie la plus importante de la ville, Souchon-Neuvesel (Laferrère, 1993). En 1965, Antoine Riboud, neveu d'Eugène Souchon, en devient le nouveau directeur, et un an plus tard, la fusion du groupe avec la société Boussois donne naissance au groupe Boussois-

Souchon-Neuvesel (BSN). Celui-ci poursuit une stratégie de diversification et le rachat, en 1973, de Gervais-Danone, lui permet de devenir le premier groupe alimentaire français.

En 1985, après avoir fusionné avec les Verreries Mécaniques du Centre (VMC), BSN s'internationalise et prend en 1994 le nom de sa marque la plus réputée, Danone, première marque mondiale de produits laitiers frais. La verrerie de Givors est intégrée à la branche emballage de Danone, qui regroupe la fabrication de bouteilles et de pots. Le groupe accentue sa stratégie de mondialisation et se recentre sur l'agroalimentaire pour finalement se désengager de l'activité emballage en 1999. Une filiale nommée BSN Glasspack, contrôlée par un fonds de pension anglo-saxon et Danone, est créée pour reprendre cette branche dont dépendent la verrerie de Givors et ses 350 salariés au début des années 2000.

L'activité verrière a donc été l'un des plus puissants moteurs de l'industrialisation locale, puisqu'elle se maintiendra sans interruption dans la ville jusqu'au début du XXI^e siècle, en ayant donné naissance à l'une des plus grandes entreprises agroalimentaires mondiales. Au-delà de sa place dans l'histoire économique locale et son rôle dans la morphologie spatiale, l'activité verrière a fortement contribué à la formation des structures sociales et professionnelles givordines, fondant ainsi une identité et une mémoire collectives spécifiques.

Des identités professionnelles marquées

À Givors, l'existence d'une identité basée sur le métier n'est pas propre au monde professionnel de la verrerie. Dans les années 1970, un programme de recherche souligne l'existence d'une pluralité d'identités professionnelles, liées aux principales industries de la ville : la sidérurgie, la métallurgie, la verrerie (Lequin & Metal, 1980). Ces agrégations professionnelles se doublent généralement d'inscriptions spatiales distinctives entretenues par le paternalisme des patrons locaux qui construisent des cités ouvrières. Il y a ainsi une concentration géographique des lieux de résidence des verriers aux alentours de leur usine. Spatialité propre et partage d'un même métier sont donc à la base de la constitution des identités locales. Ces identités professionnelles se fondent ensuite dans un ensemble de références culturelles et dans une existence ouvrière commune.

Durant le premier siècle d'existence de l'activité verrière à Givors, les verriers forment une corporation très fermée, unie par des liens familiaux et par la noblesse de leur métier. Le poste de verrier est presque toujours inaccessible aux travailleurs étrangers à cette corporation (Abeille, 1912), où domine l'hérédité professionnelle (Garden, 1973). La transmission intergénérationnelle du métier s'atténuera au fil du temps, même si les derniers salariés du site de Givors sont encore souvent issus de familles où le poste de

verrier se passait de père en fils, comme un patrimoine. La communauté des verriers de Givors demeurera donc soudée autour d'une atmosphère familiale jusqu'à la fermeture de l'usine, comme s'en souvient un ancien salarié : « *C'était une grande famille, ça se passait super bien. [...] Moi j'ai toujours trouvé qu'il y avait une super ambiance* » (entretien avec l'auteur, 21 mars 2013). Le prestige initial lié au métier sera lui remis en cause par l'automatisation, synonyme de déqualification du travail manuel. Ainsi, dans les Trente Glorieuses, « *les liens avec la "noblesse des verriers" iront progressivement se ranger au grenier des accessoires de la mémoire collective d'une population* » (Amat, 1982, p. 113). Pour autant, la fierté du verrier demeure présente dans les témoignages des anciens salariés, malgré plus d'un siècle de modernisation : « *Encore maintenant, moi une bonne bouteille, j'ai toujours cette manie de regarder où elle a été fabriquée, comment elle est faite. On a ce truc. Il y avait une vraie fierté* » (entretien avec l'auteur, 22 mars 2013).

Cet attachement au travail n'empêche pas l'action collective et les luttes sociales. La mémoire ouvrière (et verrière) est en effet une mémoire de luttes, scandée par les souvenirs de grèves, de manifestations et de conflits sociaux. C'est également une mémoire d'organisation, en collectifs, en syndicats ou en partis, qui assure l'inscription de la classe ouvrière dans une continuité historique et une communauté de destin ; et crée un sentiment d'appartenance collective qui pallie l'absence de marques patrimoniales et de traces matérielles venant attester de son existence (Verret, 1984). Le syndicalisme verrier reste pourtant faible jusqu'aux années 1930, mais à partir des Trente Glorieuses, l'usine de Givors connaît régulièrement des conflits. Si ce sont prioritairement les questions relatives à l'emploi et au niveau des effectifs qui structurent les luttes sociales, les syndicats vont dénoncer la dégradation des conditions de travail à partir des années 1990 : « *On commence à se faire du souci pour la santé des gens. Nous travaillons déjà dans le bruit, la chaleur, la saleté* »¹. Les syndicats ne s'emparent donc que tardivement de la problématique sanitaire, alors que les conditions de travail sont inhérentes à leur identité professionnelle.

Une identité et une mémoire forgées dans les conditions de travail

Avant d'être une mémoire de luttes, la mémoire ouvrière est une mémoire du travail, structurée par le parcours de la vie salariale et l'univers de l'usine, parfois liés à une corporation spécifique. C'est donc une « mémoire vivante » (Verret, 1995) qui s'inscrit d'abord dans les corps, à l'opposé de la mémoire des dominants dont les supports de prédilection sont les écrits et les objets, à travers notamment la production de monuments. Les conditions de

¹ Source : *Le Progrès*, 25/10/1995.

travail dans les verreries ont de tout temps été éprouvantes. Dès la fin du XIX^e siècle, la production est organisée en continu et le travail devient posté en 3 x 8. Puis les progrès technologiques augmentent les cadences et imposent aux ouvriers une grande résistance physique. Les effets de la chaleur – il faut atteindre une température de 1500 degrés pour fabriquer du verre – impriment des corps parsemés de brûlures et rendent l'atmosphère irrespirable. Les ouvriers travaillent dans un espace confiné, peu éclairé et peu aéré (Anthonioz-Blanc, 2003), où l'on trouvera jusqu'au début du XX^e siècle de nombreux enfants. Les conséquences de l'environnement productif sur la santé des verriers apparaissent rapidement : de nombreux cas de bronchites chroniques, de tuberculoses et de syphilis sont recensés dès la fin du XIX^e siècle. À la fin des années 1970, C. Amblard (1978) témoigne du « vacarme phénoménal » et de la « chaleur suffocante » qui règnent dans la verrerie. La simple lecture des matières premières (silice, carbonate de chaux, nitrate de soude, arsenic, etc.)² et des produits chimiques utilisés pour la fabrication du verre (aluminium, chrome, manganèse, hydrocarbures aromatiques polycycliques, etc.)³ donne une idée de la dangerosité de l'environnement de travail des verriers, que ces derniers surnomment d'ailleurs régulièrement « l'enfer » et associent à l'univers de *Germinal*.

La dureté du travail est donc constitutive de la mémoire verrière. Mais si les verriers ont conscience de la dangerosité de leur travail, leur préoccupation première est d'avoir un salaire. Le verrier vit son emploi comme un facteur indispensable de son utilité sociale, et les questions relatives à la santé sont la plupart du temps évacuées. La longue période de mise à distance du risque s'explique notamment par le conflit entre la dénonciation des conditions de travail et le maintien de l'emploi, comme le traduisent les propos d'un ancien verrier : « *Avant, on voyait les copains mourir, mais on ne se posait pas de questions. On sait qu'on a respiré des saloperies à la verrerie. Mais c'était le travail, et ce qui nous intéressait, c'était de le garder. Le reste...* »⁴. Et ce n'est finalement qu'après la perte de ce dernier que la dangerosité de leur métier ressurgira dans la mémoire collective.

Aujourd'hui, ceux qui se présentent comme des « survivants » témoignent de conditions de travail « dignes de Zola », et de la présence dans l'usine de produits comme le plomb, le chrome, le soufre, le mercure ou le cyanure, certains étant des cancérigènes avérés, en plus de l'amiante qu'on retrouvait partout dans la verrerie. Ils se remémorent des ateliers baignant dans un constant nuage de poussière et de fumées, des mesures de prévention

² Source : Archives départementales du Rhône, série 994 W 574.

³ Source : Site Web des anciens verriers de Givors, 3/5/2016.

⁴ Source : *Libération*, 07/07/2011.

inadaptées et des protections insuffisantes. L'identité et la mémoire des verriers sont donc imprégnées de ces conditions de travail dantesques et de leurs effets tragiques sur la santé. Le sentiment d'avoir été « empoisonné » domine chez ces ouvriers qui ont tous perdu des collègues voire des membres de leur famille. En s'attaquant aux corps, le travail continue de hanter leur mémoire collective.

Les représentations locales de la verrerie : enjeu environnemental et priorité économique

De la même manière que les ouvriers ont longtemps refoulé le risque pour protéger leur emploi, la société locale a longuement ignoré les impacts environnementaux de la verrerie, de peur de faire fuir l'activité économique. Les premières actions de défense du cadre de vie par les riverains de l'usine apparaissent au cours des années 1970, et une série de réclamations porte sur les différents nuisances ou risques (explosion, pollution des eaux et de l'air, bruit). Malgré tout, la question des pollutions engendrées par le site n'apparaît que très épisodiquement, alors que la ville connaît plusieurs fermetures d'établissements. L'usine n'est que rarement mise en cause pour les nuisances qu'elle engendre par un voisinage composé de nombreuses familles de verriers.

L'inquiétude vis-à-vis des nuisances liées à l'activité ressurgit dans les années 1990, et une pétition dénonce la pollution de la verrerie. Un conseiller municipal se rappelle ainsi que : « *Quand il y avait le vent du nord, les fumées allaient dans le centre-ville. Et ça sentait le soufre. Et ceux qui étaient fragiles des poumons, ils le sentaient* » (entretien avec l'auteur, 1^{er} mars 2013). La direction du site entreprend alors de rehausser la cheminée du four 8 de 15 mètres supplémentaires pour chasser les fumées plus loin, même si cette intervention répond d'abord à une volonté d'augmenter la productivité. Les enjeux industriels prévalent sur les questions environnementales et les responsables de la verrerie justifient l'utilisation de procédés plus polluants par la réduction des coûts de production, avançant que cela contribue à sauvegarder l'emploi.

Déjà confrontés à des conditions de travail extrêmement préjudiciables pour leur santé, les verriers sont donc également exposés aux effets des pollutions de leur usine, tout comme une partie importante de la population locale. Un diagnostic local de santé mené en 2016 sur la commune de Givors révèle les séquelles sanitaires dues aux pollutions industrielles et routières et des « taux de mortalité pour cancer du poumon, pour maladie de l'appareil respiratoire et maladies endocriniennes supérieurs à ceux de la région ». La dureté des conditions de travail des verriers rejoint celle des conditions d'existence des Givordins.

L'APRÈS VERRERIE : UNE RECONVERSION A-PATRIMONIALE

La fermeture de la verrerie : lutte sociale et mémoire de la spoliation

En 2001, le propriétaire de la verrerie de Givors décide de sa fermeture malgré la rentabilité de la production. En janvier 2003, la coulée du dernier four marque la fin d'une industrie présente à Givors depuis deux siècles et demi. À travers cette délocalisation brutale, le nomadisme territorial du capital financier s'oppose à la relative immobilité de la main-d'œuvre et à la spatialité de sa mémoire collective. Pour les salariés, le moment est vécu comme un « enterrement ».

La forte mobilisation des salariés et de leurs syndicats suite à l'annonce de la fermeture du site est ponctuée de manifestations et de débrayages. Mais les verriers maintiennent la production et deux mois après l'annonce de la fermeture, « *comme un signe de vie, les deux cheminées de la verrerie lâchent leurs panaches de fumée* »⁵. Le maire de Givors dénonce les conséquences économiques désastreuses qu'aurait la disparition de l'usine, et 15 500 habitants réclament dans un référendum d'initiative sociale le maintien de la verrerie. On voit donc d'abord apparaître une mémoire de la spoliation, de la confiscation de l'outil de travail et de la destruction des facteurs de production qui nourrissent les luttes syndicales et politiques locales contre le patronat international et les effets de la financiarisation. Plus que les autres bâtiments du site, c'est la cheminée du four 8 de la verrerie (figure 1) qui incarne le combat pour la préservation de l'emploi.

Cette mobilisation n'empêchera donc pas la fermeture définitive de l'usine, mais elle permettra aux verriers d'obtenir un plan social qui privilégie les reclassements aux licenciements. Les salariés de la verrerie ont également la volonté de veiller à l'avenir économique de leurs enfants en s'assurant la réindustrialisation rapide du site, mais les engagements patronaux de recréer 200 emplois ne seront jamais tenus. Au cours de cette période, l'enjeu économique structure l'action collective. Les travailleurs et leurs syndicats n'expriment que très peu de sensibilité patrimoniale, et leur mobilisation demeure focalisée sur la défense de l'emploi. La volonté de témoigner une dernière fois de leurs savoir-faire se traduit par la diffusion d'un film montrant le fonctionnement de l'usine et par la distribution de pots de verre issus de la dernière coulée du four. Selon le journal municipal, ce pot représente « *bien plus qu'un simple souvenir, le symbole d'une identité givordine en transformation* »⁶.

⁵ Source : *Vivre à Givors*, juin 2001.

⁶ Source : *Vivre à Givors*, octobre 2003.



Figure 1 – La verrerie et la cheminée du four 8 en 2005

(Didier Gourbin © Région Auvergne-Rhône-Alpes, *Inventaire général du patrimoine culturel*, 2005, ADAGP)

La reconversion de la verrerie : une volonté d’effacer le traumatisme industriel

Si la lutte pour le maintien de la verrerie est prioritaire dans les mois qui suivent l’annonce de fermeture, la perspective d’une reconversion est rapidement évoquée. Un premier projet de réindustrialisation est présenté, avec pour priorité l’activité économique et comme ambition de créer 500 emplois, mais la découverte d’une importante pollution sur le site entraîne son abandon. La verrerie a laissé un sol et une nappe phréatique extrêmement pollués : on y trouve de nombreuses substances toxiques pour l’homme (hydrocarbures, arsenic, plomb, benzène...). La révélation de cet héritage environnemental, en grande partie invisible et absorbé par le sol, rematérialise les conditions de travail des anciens verriers. Elle vient raviver la question du risque dans leur mémoire.

Un arrêté préfectoral conclut donc à l’existence de risques pour la santé humaine et des servitudes d’utilité publique définissent les futurs usages possibles. De nombreux aménagements sont déclarés incompatibles avec l’état de pollution du site, et certaines zones sont rendues totalement incons-

tructibles. La problématique environnementale s'impose ainsi au fur et à mesure de l'avancement du projet de reconversion, jusqu'à constituer une contrainte très importante. Alors qu'un lieu culturel devait initialement être implanté au pied de la cheminée, la pollution a conduit la municipalité à trouver une autre localisation pour cet équipement.

Un nouveau projet est alors conçu pour la reconversion de la verrerie, avec la création d'un pôle automobile devant générer 160 emplois. La stratégie principale demeure le remplacement des emplois industriels par des emplois tertiaires, manifestant une contradiction entre redéveloppement économique et patrimonialisation industrielle. La résorption de la friche poursuit donc une politique de *tabula rasa* des héritages industriels, dépréciés et jugés encombrants, caractéristique de la phase de deuil que traversent les territoires industriels en crise. Elle doit également favoriser un changement d'image de la ville. La mutation de la verrerie est en effet vue comme le symbole de l'abandon d'une identité industrielle.

La reconversion du site se poursuit encore de nos jours. Le choix de répondre au traumatisme économique et social du déclin industriel a été confirmé, avec comme objectif de créer un maximum d'emplois. Les 10 hectares encore disponibles doivent accueillir dans les prochaines années un pôle entrepreneurial dédié à l'accompagnement des « start-up » et une zone d'activité pour des PME artisanales. Enfin, si elle reçoit les autorisations nécessaires, l'implantation d'un multiplexe cinématographique doit conclure la reconversion du site et tourner définitivement la page de l'industrie.

L'absence de mise en valeur institutionnelle de la mémoire et du patrimoine

Les enjeux patrimonial et mémoriel de cet espace ont donc été niés et le processus de mise à distance du passé industriel n'a pas suscité son intégration à la reconversion, malgré la place centrale de la verrerie dans l'histoire sociale et économique de la ville et son rôle dans la formation d'un groupe industriel mondial comme Danone. Certains bâtiments, qui devaient initialement être conservés et réhabilités, seront finalement détruits au fur et à mesure de la reconversion. Celle-ci ne retient donc aucun élément bâti, considérant que les héritages matériels, en plus des contraintes liées à la pollution, ne présentent aucune qualité architecturale et aucun potentiel de valorisation du site. Si la cheminée du four 8, de forme conique et haute de plus de 50 mètres, est jugée « atypique dans le paysage givordin » par le service de l'inventaire de la DRAC, cela n'entraînera pas de demande de protection ou de classement officiel. Pourtant, la mairie avait annoncé que la verrerie, « *hautement symbolique de l'histoire et de la tradition industrielle de Givors, mérite de bénéficier d'un aménagement qui prenne en compte et*

respecte son passé »⁷. Ce choix de ne conserver aucune trace matérielle constitue un acte politique d'invisibilisation de la « réserve de sens » (Colson, Roux, 1994) dont elles sont chargées.

L'ensemble du site devait donc initialement être détruit, mais la cheminée va finalement être conservée, non pas dans une volonté de préservation de la mémoire et du patrimoine, mais pour une raison financière : la dépollution et la démolition de l'édifice étaient bien plus coûteuses que son maintien sur place. La contrainte environnementale va par conséquent réintroduire une dimension patrimoniale dans l'avenir de l'usine, par le maintien d'une unique trace matérielle du passé verrier. La cheminée de la verrerie forme dès lors aujourd'hui un patrimoine alternatif, premièrement en tant qu'héritage industriel ambivalent, voire controversé (Veschambre & Zanetti, 2017) : elle indique à la fois une prospérité économique et la dureté du labeur, la souffrance au travail. La disparition de l'activité l'a convertie en support d'une mémoire douloureuse, celle du déclin industriel et de la remise en cause de l'identité d'un territoire. Ensuite, parce que c'est un patrimoine qui n'a pas été reconnu officiellement, et qui n'a pas été institutionnalisé par l'intermédiaire d'un classement ou d'une inscription à l'inventaire des monuments historiques. Il n'a pas non plus été identifié comme une ressource pour la valorisation foncière et immobilière d'un ancien espace industriel. Enfin, la cheminée fait référence à une classe sociale dominée et défavorisée dans la reconnaissance matérielle de sa mémoire.

Ce défaut de valorisation patrimoniale par les institutions s'inscrit dans la continuité du rapport entretenu par les décideurs politiques locaux à l'histoire industrielle et au traitement de ses traces, marqué par l'effacement des stigmates de l'industrie. Ainsi, dans les années 1980, un projet de musée du verre est un temps envisagé, mais les élus préfèrent prendre leurs distances avec le passé industriel local, dans une volonté de rupture avec l'image de « ville noire » associée à Givors. Cette absence de patrimonialisation institutionnelle des traces matérielles ou de manipulation mémorielle par la construction d'un récit sélectif (Ricoeur, 2000), tout comme la longueur du « temps de veille » (Andres, 2006) qu'a traversé la friche avant sa reconversion, va permettre aux anciens verriers de s'approprier cet héritage et de s'en servir comme support matériel pour l'expression de leur mémoire collective.

⁷ Source : Étude d'impact préalable à la création de la ZAC VMC.

LA MISE EN PATRIMOINE D'UNE MÉMOIRE SOCIALE DOMINÉE

L'association des anciens verriers, prolongement du groupe professionnel

Lors de l'opposition à la fermeture de leur usine, les verriers obtiennent, contre un euro symbolique, un ancien appartement de la verrerie situé en face de celle-ci. Transformé en local leur permettant de se retrouver après la fermeture du site, il abrite également l'association fondée pour continuer à bénéficier de la mutuelle de l'entreprise. Pendant les premières années de son existence, l'association remplit principalement cette fonction. Elle offre également une matérialité nécessaire pour faire perdurer le collectif de travail. Tous les vendredis matin, un groupe d'anciens verriers se réunit ainsi pour prendre le café, organiser des repas et entretenir les liens sociaux tissés à l'usine, au-delà de la perte de leur outil de travail.



Figure 2 – **La cheminée de la verrerie aujourd'hui**
(© Léa Prost, 2015)

En 2009, alertés par la femme de l'un d'entre eux, ils se rendent compte qu'ils sont nombreux à tomber malades, et que les décès se succèdent. Émerge alors une prise de conscience sur les liens entre leurs problèmes de santé, leurs anciennes conditions de travail et les risques auxquels leur métier les a exposés. Une deuxième branche de l'association, coordonnée

par un syndicaliste proche des verriers, va se charger de cette question des maladies professionnelles. En plus d'apporter un soutien administratif, financier et affectif aux malades, l'association prolonge la cohésion, la solidarité et le militantisme caractéristiques du groupe des verriers, tout en formant une assise essentielle au combat pour la reconnaissance de l'origine professionnelle de leurs maladies. Le local de l'association représente enfin le support matériel à partir duquel sera recueilli, par l'association elle-même, mais également par des chercheurs (Marichalar, 2017 ; Zanetti, 2014), un nouveau pan de la mémoire collective des verriers, une mémoire orale issue des témoignages des « survivants » sur leurs conditions de travail, mais également une mémoire inscrite dans les corps blessés et meurtris et dans la matérialité des lieux. La situation géographique du local, à deux pas de la verrerie, renvoie en effet irrémédiablement à la spatialité usinière. On y aperçoit la dernière trace physique du site : la cheminée du four 8 (figure 2).

La cheminée, incarnation matérielle de la mémoire verrière

On retrouve à Givors l'ambivalence de ce symbole du passé industriel qu'est la cheminée d'usine. Quelques anciens salariés la décrivent une « aberration », car elle matérialise désormais la blessure engendrée par la perte de leur outil de travail et de leur emploi, et finalement la dépossession de leur utilité sociale. C'est le ressenti qu'exprime un ancien verrier « *On nous a mis dehors comme des malpropres, je ne vois pas pourquoi on garderait la cheminée. On a détruit l'usine derrière. Moi je ne suis pas d'accord pour garder ça* » (entretien avec l'auteur, 21 mars 2013). Un autre témoignage lors de l'arrêt de la cheminée en 2003 traduit la difficulté à s'approprier un passé douloureux, à appréhender cet héritage comme un élément valorisant de la mémoire collective et à lui conférer le statut de patrimoine : « *La cheminée du four 8, celle que tous les habitants de la région apercevaient du haut des collines ou depuis l'autoroute, a cessé de fumer définitivement. Le feu qui brûlait depuis 250 ans dans cette vallée est mort. Le verrier ressentit, je le sais, la même douleur que lorsque l'on perd un être cher. [...] Et alors que la grande cheminée des bords du Gier aura froid attendant la morsure cruelle des engins de démolition j'essayerai d'être loin* »⁸.

Néanmoins, la majorité des anciens verriers était favorable à la conservation de cette empreinte matérielle de leur mémoire professionnelle, ce qui signale un travail du groupe sur lui-même. Selon la femme de Christian Cervantès, ancien président de l'association des verriers, décédé en 2012, son mari était encore très attaché à son ancien lieu de travail, malgré les maladies qu'il était convaincu d'y avoir contractées : « *Pour dire qu'il aimait sa verrerie, c'est que quand ils ont fermé, chaque fois qu'on passait devant, chaque fois il*

⁸ Source : Rhône Sud Info.

pleurait. Il venait tous les jours [...] Il avait un tableau dans le salon, avec la verrerie. Et ça le chagrinaît que ça ne fume plus. C'était toute sa vie. Et après, quand il se savait condamné, il a choisi d'emménager dans une maison d'où on pouvait voir la verrerie » (entretien avec l'auteur, 26 avril 2013). Dans un documentaire de 2016 sur la santé au travail intitulé *Perdre sa vie à la gagner*, la cheminée apparaît à 15 reprises pendant les 6 minutes consacrées à l'usine de Givors. On y voit la fille de Christian Cervantès déclarer devant la cheminée qu'elle est la « dernière trace », un « symbole », la « dernière pierre » du passé verrier. En plus de se transmettre par des témoignages, la mémoire collective des verriers va donc investir symboliquement la matérialité de l'espace.

Le combat pour la reconnaissance des maladies professionnelles

La prise de conscience de leur état de santé va engager les verriers dans un combat pour la reconnaissance des maladies professionnelles et dans un marathon judiciaire qui oppose l'association au dernier propriétaire de la verrerie, la multinationale OI Manufacturing, mais aussi aux organismes de santé publique. Ce long et difficile combat juridique a amené les verriers de Givors devant plusieurs tribunaux pour réclamer le classement de l'ancienne verrerie en site amianté, et la remise d'attestations d'expositions aux produits cancérigènes et à l'amiante. Les enjeux de ces procédures sont essentiels pour la santé des anciens verriers, car la délivrance de telles attestations permettrait à ceux qui ne sont pas malades de bénéficier d'un suivi médical post-professionnel aujourd'hui refusé par la Sécurité sociale, à ceux qui le sont d'obtenir la reconnaissance de l'origine professionnelle de leurs maladies, et aux veuves d'anciens verriers de toucher une pension conforme au préjudice subi.

En 2016, une soixantaine de verriers se rend au conseil des prud'hommes de Lyon pour obtenir les attestations d'exposition aux produits chimiques. Ils sont déboutés malgré la transmission de leurs historiques d'affectation qui identifiaient les postes occupés à l'usine et les produits toxiques présents dans les ateliers. Dans ce qui s'apparente à un déni de justice, les anciens verriers se heurtent à leur ancien employeur qui maintient que l'origine professionnelle de leurs pathologies ne peut être prouvée, notamment du fait de la disparition du site. La lutte judiciaire a toutefois été ponctuée de succès pour les anciens verriers. Plusieurs cas de cancers ont été reconnus en maladie professionnelle, dont celui de C. Cervantès, premier président de l'association et principal animateur de la lutte collective. Dans le dossier d'un autre verrier décédé, c'est la « faute inexcusable » de l'OI Manufacturing qui a été reconnue. Ces victoires judiciaires renforcent l'action collective et encouragent les anciens verriers à poursuivre leur combat.

La mémoire collective au service d'une démarche d'épidémiologie populaire

La lutte de l'association pour la reconnaissance des maladies professionnelles s'appuie ensuite sur les souvenirs individuels et la mémoire collective des anciens verriers, à partir des témoignages et des informations récoltées sur leurs conditions de travail et les risques auxquels ils étaient confrontés. Le passé verrier est ainsi reconstruit dans le présent, les souvenirs individuels contribuent à la réalisation d'une mémoire collective. À partir de cette « libération de la parole », l'association va initier une démarche d'épidémiologie populaire (Brown, 1992), qui fait donc une large place à la mémoire.

Dans un premier temps, elle réalise une étude de santé interne en mobilisant le savoir et la mémoire de ses membres. Cette première étude est menée auprès de 645 verriers ou familles de verriers décédés. Parmi les 215 réponses reçues, 127 cas de maladies ou de décès sont dénombrés et 210 pathologies sont recensées, dont 93 cancers, soit un taux dix fois supérieur à celui constaté dans le monde du travail. Une seconde étude menée en 2015 constate 321 pathologies, 227 individus malades, et près de 150 décès parmi les anciens verriers. Les conclusions de ces enquêtes ravivent la mémoire collective des verriers : « *Nous, on ne se rendait pas compte qu'il y avait des malades au début. Maintenant, je me rends compte, par exemple les électriciens, alors je ne sais pas pourquoi, mais ils sont presque tous morts* » (entretien avec l'auteur, 21 mars 2013). Ces investigations ont ensuite permis d'établir des liens entre les pathologies rencontrées, les différents postes occupés dans la verrerie, les produits utilisés dans les ateliers et les étapes de la production. Un schéma réalisé par l'association identifie les risques (chaleur, bruit, produits chimiques) selon les postes de travail et les secteurs de la verrerie. Il permet de reconstituer et de représenter la spatialité des conditions de travail dans la mémoire collective.

Pour organiser la médiatisation de son combat et favoriser sa visibilité, l'association va communiquer les résultats de ses enquêtes à la presse, qui relatera les problèmes de santé des verriers de Givors. Elle va par la suite mobiliser le monde scientifique pour renforcer la légitimité de sa démarche d'épidémiologie populaire. Un conseil scientifique a ainsi été créé au sein de l'association, et les verriers ont organisé deux colloques pour recueillir de nouveaux témoignages et inscrire leur cas dans des analyses scientifiques plus globales sur la santé au travail.

La cheminée : support spatial de la mémoire et support matériel du combat

Enfin, le processus d'épidémiologie populaire initié par les anciens verriers va s'incarner dans un héritage matériel, à travers l'investissement de la cheminée comme support spatial de la lutte sanitaire. Aux dix étapes identi-

fiées par Brown (*op. cit.*) pour analyser l'épidémiologie populaire, on pourrait donc en ajouter une supplémentaire qui serait celle de l'inscription de la démarche dans une matérialité et une spatialité spécifique. Pour le coordinateur de l'association, garder la cheminée avait un sens par rapport aux luttes actuelles et passées des verriers : « *La cheminée parle aux gens de la ville, par rapport à l'histoire de l'activité verrière, à la fermeture du site, au combat pour le maintien de l'usine et pour la reconnaissance des maladies professionnelles. La cheminée est un vestige qui permet de matérialiser deux siècles de verrerie d'un point de vue social et syndical* » (entretien avec l'auteur, 20 mars 2013). Ces propos traduisent bien la signification qui est attachée à l'objet, et la volonté de mettre en mémoire la cheminée, c'est-à-dire de transmettre dans la durée non pas seulement une matérialité mais aussi le sens qu'elle contient (Lazzarotti, 2017).

Au départ conservé par défaut, l'édifice va donc être érigé comme l'emblème du combat engagé par les verriers pour faire reconnaître l'origine professionnelle de leurs maladies. Il matérialise une mémoire collective et la volonté de réparation d'une classe dominée face à un patronat qui leur a pris leur travail, leur santé, et parfois leur vie, comme l'exprime la devise de l'association : « *Après les luttes pour l'emploi, le combat pour la vie* ». Pour la trésorière adjointe de l'association, la cheminée constitue l'incarnation d'une mémoire meurtrie : « *La cheminée il fallait la garder, car pour moi c'est un symbole, il y a des gens qui y ont laissé leur vie, on les a tués, petit à petit, on les a empoisonnés* » (entretien avec l'auteur, 26 avril 2013).

La conservation de la cheminée permet ensuite à cette mémoire collective de se transmettre durablement, en s'incarnant dans la matérialité des lieux, et aux verriers d'accéder au « conservatoire de l'espace » (Verret, 1995). L'investissement de la cheminée par les verriers fait réapparaître le groupe social dans l'espace et déclenche une résistance face à l'effacement des traces matérielles de sa mémoire. La matérialité de l'édifice entretient ainsi la « faculté collective de se souvenir » (Halbwachs, 1994). Elle permet à la mémoire collective, habituellement cantonnée à une transmission orale directe entre individus (Davallon, 2015), d'accéder à une forme alternative de patrimonialisation et de sceller sa permanence spatiale. La cheminée inscrit donc dans l'espace une mémoire douloureuse (Chevalier, 2016), liée au deuil de proches, et fait ressurgir un passé longtemps refoulé, celui de conditions de travail désastreuses. Elle représente ainsi un monument aux morts.

Le recours à la spatialité et à la matérialité pour ne pas oublier, pour entretenir la mémoire et la transmission du souvenir aux générations futures a été particulièrement mobilisé par les anciens verriers. Ceux-ci ont obtenu de la municipalité qu'une plaque soit posée sur la cheminée pour célébrer leur mémoire, leur lutte pour la reconnaissance des maladies professionnelles, et

rappeler le sacrifice de la santé des anciens verriers. En 2014, la cérémonie d'inauguration, intitulée « Hommage aux verriers victimes de maladies professionnelles non reconnues » et organisée par l'association, a réuni 200 personnes au pied de la cheminée. Le dévoilement par le maire et le président de l'association de la plaque commémorative a été suivi d'une minute de silence et d'un dépôt de fleurs, avant que ne soit prononcé un appel aux victimes. Soixante noms sont énumérés et identifiés par leurs prénoms, leurs âges de décès, leurs postes de travail et les maladies qui les ont touchés. La plaque et son inscription (figure 3) rendent visible l'intention commémorative et explicitent la mise en mémoire du lieu, en même temps qu'elles établissent un marquage de l'espace. L'accès de la mémoire collective des verriers à une spatialité manifeste un refus symbolique de la mort. Ici le « mo-nu-ment » n'a pas scellé l'oubli de ce qui divise (Tisseron, 1999). Il n'est pas destiné à rassembler et à manifester un consensus, mais au contraire à s'opposer à la menace de disparition d'un groupe professionnel suite à la désindustrialisation et aux conséquences du travail sur la santé.



Figure 3 – La plaque « Hommage aux verriers »
(© Léa Prost, 2015)

Dans le cadre de la transformation de la cheminée en mémorial figurant une histoire traumatique, les verriers ont également demandé l'aménagement d'un espace dédié au recueil des familles des verriers décédés ; et l'inauguration à côté du site d'une rue portant le nom de l'ancien président de l'association. Pour sa veuve, le dépôt d'une plaque sur la cheminée n'est pas suffisant pour rendre hommage à la mémoire des verriers décédés : « *Les verriers, ils sont tombés au champ de bataille, donc j'ai dit "moi je veux plus qu'une stèle, je veux un square", qu'on puisse fleurir, et se recueillir pour la mémoire de ces ouvriers parce qu'ils ont laissé leur peau. Ils méritent au moins ça* » (entretien avec l'auteur, 26 avril 2013). Enfin, les

verriers ont envisagé de créer un musée, non pas consacré à leur mémoire douloureuse, mais plutôt à ce patrimoine « ordinaire » dont ils sont légataires. Un tel musée aurait renforcé l'inscription matérielle de la mémoire verrière, mais le projet n'a pas abouti.

Dans le prolongement des initiatives mémorielles des verriers, la municipalité a illuminé la cheminée à l'occasion de la fête des Lumières, en associant cette valorisation ponctuelle du patrimoine à la lutte des anciens salariés. Avant cela, une exposition intitulée « La cheminée, et après ? » présentait les projets d'arts plastiques de collégiens de la ville mettant en scène l'édifice. Celui-ci est dans la majorité de ces travaux artistiques parés de nombreuses couleurs et se détache d'un arrière-plan sombre. Enfin, l'inscription dans la matérialité des lieux de la mémoire et de la lutte collectives des anciens verriers a entraîné la création d'un centre de santé municipal dans une commune voisine, pour soutenir leur combat pour la reconnaissance des maladies professionnelles. Portant également le nom de l'ancien président de l'association, ce centre de santé a fonctionné trois ans avant d'être transformé en maison de santé privée après un changement de majorité municipale. Le nouveau maire de la ville considérait l'équipement comme trop politisé, ce qui a conduit à l'abandon de son nom et de sa référence à la situation des verriers. La fermeture du centre de santé et l'abandon du projet de création d'une rue « Christian Cervantès » montrent que, malgré les revendications des verriers, il est toujours complexe d'inscrire dans l'espace la mémoire des plus dominés.

CONCLUSION

À l'inverse de la majorité des processus de valorisation de l'héritage matériel des sites industriels, qui révèlent fréquemment une standardisation et une marchandisation du patrimoine, la mise en mémoire de la cheminée de la verrerie n'a pas invisibilisé les rapports de domination liés au capitalisme. Elle a au contraire entraîné une repolitisation de la question mémorielle, dans le cadre d'une pratique alternative et militante où la mobilisation de l'héritage industriel n'a pas entraîné la production d'une « forme écran » (Valognes, 2004) neutralisant les représentations de l'identité ouvrière, évacuant les mémoires les plus tourmentées dans un passé décontextualisé et déconflictualisé, et réduisant les rapports sociaux à une image pacifiée. Son investissement comme symbole d'une opposition de classes et d'une remise en cause de la domination des intérêts capitalistes sur les sociétés et l'espace montre que la mise en patrimoine et en mémoire n'est donc pas toujours synonyme d'une déstructuration des organisations ouvrières et d'une négation des appartenances de classes (Bazin, 2014).

La demande de reconnaissance mémorielle des verriers de Givors actualise et prolonge la dimension idéologique d'une tradition ancienne de lutte

sociale. Elle consacre un usage politique du passé, d'ordinaire réservé aux classes dominantes, où la cheminée représente une ressource qui permet une appropriation de l'espace par les anciens verriers. Même sans patrimonialisation officielle, la cheminée connaît donc une revalorisation symbolique et une forme de sacralisation, elle rejoint le « sanctuaire de la mémoire » (Lucas, 1981). La verrerie de Givors a légué des traces matérielles, un héritage environnemental, et a marqué la chair de ses ouvriers. Sa cheminée forme aujourd'hui un monument de la perte : celle de l'activité industrielle, de l'emploi et de l'utilité sociale, mais aussi celle de la vie de dizaines de travailleurs. Ceux-ci n'auront pas disparu sans laisser de traces.

BIBLIOGRAPHIE

ABEILLE Étienne, 1912, *Histoire de Givors*, Éd. Louis Brun, 336 p.

AMAT Louis, 1982, *Givors. Généalogie et représentations d'un espace industriel. 1734-1960*, thèse de doctorat, Université Lyon 2.

AMBLARD Caroline, 1978, *Quelques rencontres autour d'un verre... Aspects du vécu et du devenir des ouvriers retraités de la verrerie de Givors*, mémoire de maîtrise, Université Lyon 2.

ANDRES Lauren, 2006, « Temps de veille de la friche urbaine et diversité des processus d'appropriation : la Belle de Mai (Marseille) et le Flon (Lausanne) », *Géocarrefour*, vol. 81/2, p. 159-166.

ANTHONIOZ-BLANC Christine, 2003, *Conditions de travail des enfants et des femmes dans la verrerie Souchon-Neuvesel*, mémoire de maîtrise, Université Lyon 2.

BAZIN Laurent, 2014, « Anthropologie, patrimoine industriel et mémoire ouvrière. Vers une recontextualisation critique », *L'Homme et la société*, n° 192, p. 143-166.

BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, 1999, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 468 p.

BEGHAIN Patrice, 1998, *Patrimoine et lien social*, Paris, Presses de Sciences Po, 115 p.

BROWN P., 1992, « Popular epidemiology and toxic waste contamination: lay and professional ways of knowing », *Journal of Health and Social Behavior*, vol. 33, n° 3, p. 267-281.

CHEVALIER Dominique, 2016, « Patrimonialisation des mémoires douloureuses : ancrages et mobilités, racines et rhizomes », *Autrepart*, n° 78-79, p. 235-255.

CHOAY Françoise, 2009, « Le patrimoine en questions », *Esprit*, vol. 11, p. 194-222.

COLSON Daniel, ROUX Jacques, 1994, « Hériter d'une tradition industrielle : un enjeu temporel pour la cité, le cas du Marais à Saint-Étienne » in *Les villes européennes de tradition industrielle*, Presses Universitaires de Lille, p. 205-216.

- DAVALLON Jean, 2015, « Mémoire et patrimoine : pour une approche des régimes de patrimonialisation », in Cécile Tardy, Vera Dodebei, *Mémoire et nouveaux patrimoines*, Marseille, Open Edition Press, p. 49-68.
- GARDEN Maurice, 1973, « Les verriers de Givors au XVIII^e siècle. Les origines d'une population ouvrière spécialisée », *Annales de démographie historique*, vol. 1, p. 291-304.
- HALBWACHS Maurice, 1994, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 374 p.
- JEUDY Henri-Pierre, 2001, *La machinerie patrimoniale*, Paris, Sens & Tonka, 127 p.
- LAFERRÈRE Michel, 1993, « L'industrie du verre dans la région Rhône-Alpes », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 68, n° 1, p. 41-50.
- LAZZAROTTI Olivier, 2012, *Des lieux pour mémoires*, Paris, Armand Colin, 214 p.
- LAZZAROTTI Olivier, 2017, « Le patrimoine, une mémoire pas comme les autres », *L'Information géographique*, vol. 81, p. 12-31.
- LEQUIN Yves, METAL Jean, 1980, « À la recherche d'une mémoire collective : les métallurgistes retraités de Givors », *Annales ESC*, vol. 35, p. 149-166.
- LUCAS Philippe, 1981, *La religion de la vie quotidienne*, Paris, PUF, 146 p.
- MARICHALAR Pascal, 2017, *Qui a tué les verriers de Givors ?*, Paris, La Découverte, 256 p.
- PROST Léa, 2015, *Expositions professionnelles et santé : le combat de l'association des anciens verriers de Givors*, mémoire de stage, Université Lyon 3, 75 p.
- RICOEUR Paul, 2000, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 675 p.
- TISSERON Serge, 1999, *Comment l'esprit vient aux objets*, Paris, Aubier, 231 p.
- VALOGNES Stéphane, 2004, « De l'espace usinier aux nouveaux territoires urbains », *Strates*, vol. 11. <<https://journals.openedition.org/strates/408>>
- VERRET Michel, 1984, « Mémoire ouvrière, mémoire communiste », *Revue Française de Science Politique*, n° 3, p. 413-427.
- VERRET Michel, 1995, *Chevilles ouvrières*, Paris, Éditions de l'Atelier, 254 p.
- VESCHAMBRE Vincent, 2008, *Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, PUR, 315 p.
- VESCHAMBRE Vincent, ZANETTI Thomas, 2017, « Les cheminées d'usine, symboles ambivalents du passé industriel : un traitement différencié selon les contextes locaux », in Céline Barrère, Grégory Busquet, Adriana Diaconu, Ioana Iosa, Muriel Girard, *Mémoires et patrimoines : des revendications aux conflits*, Paris, L'Harmattan, p. 143-158.
- ZANETTI Thomas, 2014, *Les représentations de l'industrie dans la vallée du Gier : enjeux sociaux de la réaffectation*, rapport de recherche, Université de Saint-Étienne, 244 p.